

**Mamadou Diouf**

---

## *Des historiens et des histoires, pourquoi faire ?*

### *L'historiographie africaine entre l'Etat et les Communautés*

Cette réflexion s'ouvre sur la présentation de trois positions très fortes de non historiens qui s'arrogent le droit d'interpeller vigoureusement les historiens et les productions historiques. Le premier est un cinéaste sénégalais reconnu, Ousmane Sembène ; le second est un psychologue indien, Ashis Nandy et le troisième un anthropologue sud-africain, Archibald Mafeje. Leurs interrogations, leurs doutes et surtout leur condamnation et des productions historiques et des manières d'exercer le métier d'historien dans les pays du Tiers Monde reprennent dans un contexte tout à fait inédit – la mondialisation et la crise du nationalisme et de ses paradigmes – les questions relatives à l'écriture de l'histoire dans les sociétés postcoloniales, ses conditions de possibilités et le choix du passé dont elle rend compte. Choix d'un passé qui est aussi la sélection des futurs envisagés par des nations en construction (dans les années 60) et en dislocation (à partir des années 80), du moins en situation africaine.

Lorsque la première génération d'intellectuels et universitaires africains se posait la question, à la fin des années 50 de la possibilité d'une histoire africaine<sup>1</sup>, elle s'intéressait à une histoire qui devait d'abord leur restituer un passé digne du présent dont les principaux éléments étaient, la libération du joug colonial et du savoir ethnologique qui lui était associé, l'exhumation d'une mémoire qui se coule dans des formulations commémoratives, des lieux de mémoire, un hymne, des dénominations indigènes, des victoires et des défaites, un drapeau mais surtout des couleurs...et les oublis, le rôle des africains dans la traite négrière par exemple ou dans les conquêtes européennes de l'Afrique; une interprétation ritualisée dans les expressions de la mémoire nationale – un territoire colonial qui se mue en État-nation – ou panafricaine, dans la recherche d'une géographie plus autochtone. Dans cette perspective, même si cette histoire se préoccupe de mettre en scène le passé au présent, elle se réclame, dans sa réalisation même comme une entreprise scientifique et universitaire de connaissance et d'élucidation du passé. La question fondamentale à laquelle cette génération a fait face était la suivante : quel passé ? De cette question a découlé une série d'autres interrogations qui continue de hanter l'entreprise historique en Afrique, à savoir les règles et procédures de la narration, le statut et l'identité des producteurs, le régime de vérité qui fonde l'adhésion au récit et surtout, les relations entre l'histoire universitaire nationale institutionnalisée et les mémoires disparates des

communautés et des individus qui sont, aujourd'hui, la manifestation de l'existence d'une conscience plurielle de l'histoire.

L'un des lieux de production de cette histoire que les nationalistes africains s'approprient est bien entendu l'université et la trajectoire occidentale de l'écriture historique, y compris dans le choix, le traitement et l'introduction de matériaux qui ne sont pas – n'étaient pas nécessairement – reconnus dans la pratique historienne et l'écriture de l'histoire. Elle est, en suivant la leçon de Jacques Le Goff une pensée du temps à partir d'un lieu pour lui octroyer des figures institutionnelles. Pour illustrer son propos, il renvoie d'une part, à l'église et son histoire sainte qui traduit une manière d'inscrire et de comprendre le temps, le passé (la chute), le présent (la souffrance pour la Rédemption) et l'à-venir (le rachat et la récompense) et d'autre part, à l'Etat et son principe de laïcité qui rapatrie le devenir humain dans une aventure exclusivement terrestre, fournissant de la sorte, les cadres d'une institutionnalisation du temps, dans l'histoire de l'Europe, produite tout à la fois comme espace géographique et espace historique. A ces temps cumulatifs et significatifs, il oppose les temps ethniques qui ne sont disciplinés ni par l'Etat, ni par l'écriture. Et, sur ce point du déficit scriptural, Jacques Le Goff fait explicitement référence à la « mémoire ethnique », d'abord en prenant ses distances par rapport au préhistorien André Leroi-Gourhan<sup>2</sup> et en s'alignant ensuite sur la distinction établie par Jacques Goody entre les cultures orales et les cultures écrites<sup>3</sup>. Il considère donc que faire œuvre d'historien c'est dans une certaine mesure identifier un temps de la « civilisation ». Celui-ci procède de l'opération qui consiste à discipliner au sens de Michel Foucault, les temporalités ethniques en les dépliant et en les réorganisant, par l'identification d'un début et d'une fin. C'est donc, dans la perspective de Jacques Le Goff, la mise en ordre minutieuse, l'étalement des chevauchements, des répétitions et la mise en cohérence systématique qui produisent un temps de l'histoire.

La thèse défendue par l'historien français trouve une validation prometteuse pour notre discussion dans le travail théorique d'un anthropologue français qui a de fortes préoccupations historiques et militantes, Maurice Godelier. Il estime que la distinction entre histoire et anthropologie ou ethnologie s'est réalisée en affectant à l'histoire un domaine d'étude qui englobe « toutes les sociétés possédant une écriture, donc des archives et des documents écrits, sources premières auxquelles pouvaient s'ajouter, selon les époques et la civilisation, des monuments historiques couverts d'inscriptions, des monnaies titrés... »<sup>4</sup>. A l'opposé, l'ethnologie s'est constituée un double territoire avec, d'une part, l'étude de diverses sociétés non occidentales qui, au cours des siècles (16<sup>ème</sup> en particulier) ont été « découvertes... explorées et soumises au commerce et/ou aux armes européennes à divers moments de leur expansion coloniale »<sup>5</sup> et « l'étude des sociétés paysannes locales et des groupes ethniques présents dans les territoires des nations-Etats en formation »<sup>6</sup>, d'autre part. Ce rapprochement n'est pas innocent car il fait apparaître l'Occident comme

modèle, « le miroir et la mesure du développement de l'humanité »<sup>7</sup>, qui s'attribue le statut exclusif de producteur unique de l'universalité.

C'est précisément ce temps plat des historiens, sans fureur et désordre d'où sont absents les représentations, les images, les incohérences et les mises en scène des acteurs, combinées aux fluidités et instabilités des contextes et géographies que rejette le cinéaste sénégalais dont la virulence et l'ironie corrosive à l'endroit des historiens restent un trait constant, autant dans sa production cinématographique que dans son œuvre romanesque. Ousmane Sembène qualifie les historiens de *chronophage*. Ils mangent le temps en le disciplinant ; ils en réduisent la multiplicité des discours et le chevauchement multiple, bigarré et tout en zigzag des événements. Par cet aplatissement, ils rendent, paradoxalement, le temps et l'événement sans importance<sup>8</sup>. En restituant au temps, sa pluralité et son absence de linéarité, mettant en évidence le processus par lequel il est produit par les acteurs sociaux, Sembène replonge les sociétés africaines dans des tensions et des mises en contexte qui restituent le présent, ses enjeux et ses tensions, en quelque sorte ses contradictions. Il conteste les caractères distinctifs de la narration historique qui, selon Paul Veyne, qui s'appuie sur l'enseignement de Paul Ricoeur, « trie, simplifie et organise »<sup>9</sup>.

Les préoccupations de Sembène trouvent un certain écho dans le travail du psychologue indien Ashis Nandy qui affirme d'emblée que l'écriture de l'histoire est inséparable de ses origines impériales car elle impose la métropole et ses savoirs comme point de référence ultime dans la double opération de production et de mise en sens de l'autre. Nandy dans un autre registre et un langage différent exprime la même suspicion vis-à-vis de l'histoire académique et des historiens. Dans son ouvrage devenu classique, *The Intimate Enemy: Loss and Recovery of the Self under Colonialism*, il insiste sur le fait que la contestation littéraire anticoloniale indienne tout en étant « fortement enracinée dans la réinterprétation des textes sacrés est, en réalité solidement assise sur des valeurs centrales (particulièrement de l'hypermasculinité), empruntées à la vision coloniale du monde d'abord, légitimée ensuite par des concepts puisés dans le sacré »<sup>10</sup>. Analysant minutieusement Gandhi et d'autres leaders nationalistes, il démontre comment les ressources mobilisées dans l'entreprise nationaliste, ont eu pour vocation de métamorphoser la logique propre à la victimisation et de mettre en forme un modèle de société et de soi-même qui n'est « ni le soi hyperrationnel et hypermasculin occidental (une idéologie), ni les diverses figures de l'indien, guerrier et mystique inventé par l'Occident »<sup>11</sup>. Contre la rationalité cartésienne et contre la critique sociale marxiste, Ashis Nandy propose l'écriture de *mythographies* qui ne sont pas une revendication pour la reconnaissance du pluralisme, mais une revendication pour faire admettre la nature libératrice du discours de la victime, en particulier du colonisé. A la question, l'historien peut-il participer à la réalisation de ce programme, sa réponse, identique à celle de Ousmane Sembène est négative. Précisément parce que les historiens ont imposé aux sociétés postcoloniales

une inscription dans « un passé emprunté » (*borrowed past*) ; leur utilisation de la mémoire n'a plus aucun intérêt car elle se réduit à une traque systématique qui se fixe comme objet la localisation « du capital de dissension et de dissidence » pour en réduire les dissonances et les discipliner, opérant ainsi la mutation vers une certaine normalité. L'histoire des historiens n'aurait donc qu'une fonction, rendre le passé des autres gérable tout en la leur faisant oublier. Selon Ashis Nandy, l'histoire des historiens s'est trop compromise avec le « satanisme » pour ne pas exiger et une introspection de leur part et une étude des historiens eux-mêmes<sup>12</sup>.

Si à propos des historiens, la religion de Ashis Nandy est faite, la charge de l'anthropologue sud-africain, Archibald Mafeje se fixe comme principal objectif, après avoir débayer le terrain des décombres de la recherche historique présente, de proposer un programme qui serait plutôt l'ouverture de nouveaux chantiers, de nouveaux protocoles, objets et territoires qu'un requiem<sup>13</sup>. Mafeje somme les historiens de reprendre la question de l'écriture de l'histoire, à partir d'une perspective africaine, avec essentiellement deux préoccupations, l'authenticité de la représentation des acteurs et la qualité de ceux qui prétendent déchiffrer cette histoire. Sur la première question, il avance deux considérations : d'une part, l'histoire de l'Afrique, édifiée par la colonisation est à la fois une histoire des tribus et une histoire des bâtisseurs de l'empire ; d'autre part les nationalistes, afin de déconstruire cette histoire coloniale/impériale, se sont lancés avec frénésie dans la production historique, pour présenter non seulement une intelligibilité propre aux sociétés africaines accompagnée de l'imagination de nouvelles identités mais ils affirment que son dévoilement ne peut se réaliser que par une intelligence indigène. Cette célébration de « nations non encore advenues » (*unborn nations*) est l'œuvre d'au moins trois écoles historiques identifiées après d'autres par Archie Mafeje. Il s'agit des écoles de Dakar, d'Ibadan et de Dar es Salaam, qui ont fait de la construction nationale, la principale force des recherches historiques qu'elles ont menées<sup>14</sup>. La première est à la recherche d'une civilisation panafricaine et les deux dernières à la poursuite des variantes locales du même universalisme avec, un point de départ, la critique radicale de la vision coloniale de l'Afrique des ethnies et tribus et une référence, « une convergence imaginée », l'Etat colonial, pour identifier des réseaux qui nouent les « nations imaginées aux Etats »<sup>15</sup>.

L'échec du programme de construction des Etats nations, l'inachèvement, les crises et les figures contemporaines instables de l'ethnicité et du tribalisme, tout comme l'historicité de leurs manifestations<sup>16</sup>, souvent violentes, témoignent du décalage entre les constructions identitaires portées par les récits historiques nationalistes et l'histoire du présent. Les historiens se trouvent-ils ainsi coincés. « Ils ne savent plus ce qu'ils doivent écrire ni penser » fait remarquer Archie Mafeje<sup>17</sup> parce qu'ils se trouvent dans l'incapacité de rendre compte d'une réalité africaine qui a perdu de sa

cohérence dans une logique de fragmentation qui pousse les historiens à se réfugier dans la lecture et le déchiffrement de romans et de fictions littéraires. « [S']Ils n'ont pas réussi à s'inscrire dans le temps, en revanche, ils se tournent vers le passé comme pour confirmer les prédispositions de leur discipline », écrit-il<sup>18</sup>.

Que faire dans cette situation se demande Archie Mafeje? Dépasser les catégories figées de « tribu », « ethnie/ethnicité », « Etat-nation » et « groupes raciaux » forgées par l'histoire impériale pour inscrire leurs réflexions dans les « processus d'intégration sociale des différentes sous-régions africaines ; certaines bien avant la colonisation racontent une histoire différente de celle suggérée par des catégories statiques et empreintes de préjugés »<sup>19</sup>. Les tâches principales qu'il assigne aux historiens sont, la « *compréhension des évolutions et transformations des formations sociales en lieu et place des fragments* »<sup>20</sup> et l'exigence de « penser l'histoire sociale comme une entreprise de codage et de décodage des textes ethnographiques du peuple dans le temps historique »<sup>21</sup>.

Ce qui est en cause dans ces trois lectures de la production historique nationaliste c'est le rejet des modes de construction des récits historiques, de ses idiomes et la condamnation de leurs compromissions avec les modèles impérialistes, coloniaux et universalistes de l'histoire linéaire dont l'Occident est le noyau et la référence ultime et indépassable. C'est en quelque sorte le refus de la domestication de la mémoire. Une opération qui consiste à trier des souvenirs mémorables et « commémorables », à identifier les lieux de mémoire et les signes de manifestation des identités collectives, au service de l'Etat et de la nation, effaçant du coup dissonances et dissidences. Sembène, Nandy et Mafeje se situent bien au delà des questions techniques – celles qu'affrontent quotidiennement l'historien dans l'exercice de son métier – pour s'intéresser à l'écriture de l'histoire. Se faisant, il retourne la question essentielle dans l'écriture de l'histoire, surtout postcoloniale, celle de la généalogie qui est « une mise en délibérée du passé » pour en assurer une conjugaison au présent. La généalogie c'est la recherche des origines et des ancêtres, la reconstitution de la filiation en articulant vides et chaînons attestés, mélangeant faits et conjectures, empruntant méthodes et techniques aux sciences naturelles et aux théories de l'évolution du 19<sup>ème</sup> siècle<sup>22</sup>.

Les interrogations convergentes de Sembène, Nandy et Mafeje s'en prennent aux outils des historiens et questionnent les espaces de validité de leurs constructions intellectuelles et les usages qui en découlent. Usages qui sont aussi bien scientifiques qu'idéologiques.

### Les débats historiographiques

Le consensus sur le rôle de l'écriture historique telle qu'elle se met en place au Siècle des Lumières, atteste d'une histoire linéaire qui associe raison, progrès et civilisation. Cette histoire qui s'est répandue comme histoire universelle et qui s'est imposé comme modalité principale de production des cadres

d'intelligibilité du passé, de mise en ordre du présent et de préparation du futur, se trouve, sur tous les continents fortement en crise et/ou en phase de recomposition continue. Si elle a accompagné et fortement soutenu la construction des nations et de leurs formules juridiques telles que l'Etat (ou bien est-ce le contraire, quand l'Etat devient historien), la remise en cause des paradigmes de la modernité occidentale, de l'Etat postcolonial et ses promesses mais aussi les profondes transformations épistémologiques et idéologiques, les nouveaux territoires et objets, mais aussi les emprunts de la discipline historique aux autres sciences sociales (l'économie, la sociologie, l'anthropologie et la linguistique), à la littérature ont ouvert de nouvelles directions et de nouvelles orientations. Comme en témoigne Bernard Lepetit, l'histoire « n'appartient plus depuis longtemps à la classe des humanités mais à celle des sciences sociales, l'histoire est une technique, [un métier] fondé sur la manipulation [d'archives, de séries, de contextes, d'échelles, d'hypothèses...] et l'expérimentation »<sup>23</sup>

De l'invitation à la « provincialisation » de l'Europe<sup>24</sup> comme seule condition de possibilité d'une écriture historique en situation postcoloniale, par la sortie de la « bibliothèque coloniale »<sup>25</sup>, en passant par les critiques nouvelles contre l'*Ecole des Annales* et le tournant linguistique (*linguistic turn*)<sup>26</sup> auquel répond le « *historic turn* »<sup>27</sup> des sciences sociales américaines, les controverses se font de plus en plus dures dans le champ de l'histoire. Ces manifestations illustrent les mutations de ces vingt à trente dernières années : comme le monde la réflexion de Gérard Noiriel sur la crise de l'histoire française et la critique de l'orientation des *Annales* esquissée par Bernard Lepetit et son équipe, dans le champ français, les travaux du *Groupe d'Etude des Subalternes* en Inde, de nombreux historiens se sont élevés contre toute forme de récit unilinéaire (marxiste, fonctionnaliste ou structuraliste). Ainsi que le mentionne G. Stedman Jones, « au cours de ces vingt-cinq dernières années les perceptions académiques de l'importance de l'histoire ont été plus ou moins battues en brèche par une série de défis qui vont du structuralisme au postmodernisme. De même il se pourrait que le prestige de l'histoire auprès du public ait souffert de la perte de cette foi optimiste voire complaisante, en l'évolution qui, dans les années 60, permettait encore de placer les pays d'Europe Occidentale à l'avant-garde d'une destinée humaine riche de sens »<sup>28</sup>.

Les mises en perspective historiographiques permettent de tirer plusieurs conclusions et à partir de celles-ci, procéder à une interrogation un peu plus précise de la situation de l'historiographie africaine, à partir de ces principales manifestations et des réponses qu'il est possible d'y identifier, dans un contexte mouvant.

Ces quelques variations sur l'écriture de l'histoire servent à afficher les choix retenus par cette réflexion. Il ne s'agit pas d'un état des lieux qui lirait systématiquement les productions historiques, mais d'un travail d'identification et d'interprétation des positions épistémologiques et politiques

qui orientent les trois grandes opérations en cause dans « l'imagination d'une communauté », l'écriture historique, les objets de l'histoire et l'invention d'archives. Des procédures qui, si l'on suit Arlette Farge, constituent « la définition de faire de l'histoire » des courants historiographiques actuels<sup>29</sup>.

La grille de lecture qui est mise en place dans cette longue introduction est mise à l'épreuve dans la réflexion qui suit, qui, comme je l'ai déjà mentionné se préoccupe beaucoup plus de tracer les grandes évolutions de la recherche historique et de l'écriture historique en Afrique que de suivre à la trace cette production. Il y a quelques années pour les besoins de la célébration du quarantième anniversaire de *Présence Africaine* et de la *Société Africaine de Culture*, Catherine Coquery-Vidrovitch avait établi un recensement complet des articles et ouvrages d'histoire publiés par la célèbre maison d'édition africaine de Paris<sup>30</sup>.

Trois entrées sont retenues pour mener à bien cette exercice. La première ouvre sur une interrogation minutieuse de la notion d'Afrique telle qu'elle est utilisée par les historiens africains ; la seconde s'investit dans le décryptage de la construction des antiquités africaines, en relation avec la production de l'histoire précoloniale et la troisième interroge le moment colonial tout en se préoccupant de comprendre les problèmes relatifs à la recherche historique et à l'écriture de l'histoire. Ce choix s'explique précisément parce que, en Afrique, dès les premiers écrits historiques réalisés par des africains (en langues européennes), surgit une tension, persistante entre la production de connaissances historiques (attester une histoire avec ses continuités et ruptures) et une plaidoirie pour la civilisation africaine. L'enjeu principal de cet écartèlement est d'une part, le rétablissement de l'Afrique et des sociétés africaines dans leurs droits et leurs trajectoires propres, en les replaçant au cœur de l'universel humain<sup>31</sup> et, d'autre part l'impossible de disjoindre, dans la production historique africaine, le travail empirique de l'historien et « l'interprétation ritualisée du passé »<sup>32</sup> (l'écriture de l'histoire). Les préfaces des thèses et mémoires sont édifiantes à cet égard. Ainsi que le montre avec force Romila Thapar, pour le cas indien, l'adoption d'une telle perspective imposait une confrontation avec les thèses occidentales qui soulignent l'absence d'un récit systématique – on serait en face de récits de fondation et de mythes d'origine<sup>33</sup> – et insistent sur le souci de la preuve, la recherche des causes et la mise en scène de la chronologie et des séquences narratives<sup>34</sup>. A l'opposé, les discours historiques indigènes, comprises comme non-occidentales, présentent leurs propres formes de constitution de la narration du passé avec des figures divergentes, une absence de préoccupation pour l'exactitude historique, des perceptions multiples et variables du passé et une conjonction du présent et du passé, dans des configurations légendaires ou mythiques<sup>35</sup>.

C'est pourquoi les enjeux de la discipline historique en Afrique ont eu une résonance toute particulière. Si la discipline est, en effet, « un discours qui est

narration et savoir, récit et érudition, connaissance du réel et écriture »<sup>36</sup>, l'élaboration, l'appropriation et la réception des productions historiques ne peuvent que soulever des questions, autour des institutions et des procédures qui les portent et vérifient les critères de certification, les formes de transmission et les modèles d'intelligibilité. Dans des sociétés postcoloniales prises entre des formules d'hybridation et des imaginaires soucieux d'authenticité, l'histoire est tout à la fois un terrain de luttes pour la discipline (la réalité historique) et pour la culture (les représentations discursives)<sup>37</sup>, provoquant des soubresauts perpétuels entre le professionnalisme (l'institutionnalisation et ses procédures) et la responsabilité morale, qui se décline dans la formule suivante, « étudier l'histoire et rectifier celle qui a été écrite sans nous et contre nous »<sup>38</sup>. Sont donc en cause autant l'activité historique que la représentation du passé, un processus admirablement décrit par Heather Sutherland. Elle considère l'activité historique comme la production, à partir de passés chaotiques, de formules et formulations qui leur assignent une signification sur laquelle peut s'adosser une existence individuelle ou collective<sup>39</sup>. Elle met ainsi l'accent sur la tension qui rythme la pratique historique qui oscille constamment entre le caractère artificielle d'un construit, le récit historique et le besoin (et le recours souvent pour des besoins inavouables) d'un passé utilisable (*usable past*) qui souvent enracine, authentifie, légitime et ainsi mobilise une communauté dans des mouvements instables et répétés d'inclusion et d'exclusion. Elle donne ainsi corps aux débats et controverses qui agitent non seulement les historiens de profession, les historiens communautaires ou traditionalistes, les journalistes et les politiciens, entre d'une part, le dossier scientifique et les usages politiques et d'autre part, la polarisation sur les racines, les généalogies et les filiations qui tissent des revendications et érigent des barrières qui brouillent les frontières entre les discours historiques et la mémoire du passé. Le travail de l'historien est ainsi réduit à une fiction où l'invention, la reconstruction et les dérives et remodelages deviennent des modes de production de faits historiques<sup>40</sup>.

### Quelle géographie pour l'histoire africaine

La question de la géographie de l'histoire africaine est l'épineuse question de départ dans toute discussion sur l'historiographie africaine. Sur quel espace et quelle population s'exerce l'activité historique lorsque l'Afrique est en cause, est la question qui traverse la contestation de l'écriture de l'histoire exprimée par Sembène et Archie Mafeje. Elle manifeste dans toute sa crudité la triple question, en premier lieu de l'Etat, comme produit des territoires coloniaux et de leur prétention dans le moment postcolonial à contenir une nation, en second lieu de l'unité culturelle de l'Afrique telle qu'elle est postulée par la narration égypto-pharaonique et le panafricanisme afro-centriste et, en dernier lieu, des frontières des Etats, ethnies et tribus précoloniaux. Elle nous somme de rediscuter la question de l'invention de l'Afrique et de sa «révélation» par « la

bibliothèque coloniale »<sup>41</sup> en prenant en compte que l'Afrique est une multiplicité de lieux qui se superposent, s'enchevêtrent et s'excluent par la connotation de dynamiques contradictoires et partielles qui, le plus souvent, ne recouvrent pas<sup>42</sup>.

L'espace africain se présente massivement dans la géographie universelle. Elle a fait l'objet et continue de faire l'objet d'une multiplicité de traitements tant typologiques que taxinomiques. Chaque traitement supporte une certaine historicité et des histoires qui tendent plus ou moins à affirmer des particularismes sinon une spécificité radicale, répertoriés dans une « bibliothèque » particulière dont la coloniale n'est qu'une des composantes même si elle est l'une des plus puissantes dans les opérations de (ré)imagination de l'Afrique<sup>43</sup>. Est-elle plus importante, a-t-elle plus d'impact dans l'invention des sociétés africaines que la « bibliothèque islamique » qui a une histoire plus longue et une couverture démographique et culturelle plus large ? En tout cas notre ignorance de son contenu et de son fonctionnement incite à lui donner moins d'importance. Pourtant, elle aligne sur ses étagères une abondante littérature comprenant des commentaires philosophiques et historiques, écrites directement en arabe ou en langues locales (transcrites avec des caractères arabes) qui s'attaquent, parfois frontalement, à la littérature et aux préjugés coloniaux.

La division la plus simple et la plus connue du continent africain est la division Nord/Sud du désert du Sahara, à laquelle on pourrait adjoindre la géographie proprement sud africaine Nord/Sud du Limpopo qui constitue un domaine équatoriale de l'Afrique et l'Afrique du Sud. Remarquons que la classification Est/Ouest, rivages atlantiques/rivages de l'Océan indien n'est pas prisee du tout, du moins jusqu'à ces dernières années où commence à se forger une identité islamique (arabe, indo-pakistanaise et swahili) contradictoire sur les marges orientales de l'Afrique de l'Est, face à la menace (réelle ou imaginaire) des sectes chrétiennes et à l'expansion de certaines variantes de l'islam<sup>44</sup>. Cette grande typologie de l'Afrique contient aussi un contraste racial (Afrique Noire/Afrique blanche). A côté de celles-ci on peut relever plusieurs autres taxinomies : la religieuse avec, d'une part les religions révélées et les religions de terroirs et de l'autre, l'islam et le christianisme ; l'écologique (savanes/forêts/déserts, continental/maritime). La plus meurtrière est la classification ethnique et ses nombreuses variantes et variations dont la dernière inventée par le président de la République Démocratique Congo, l'Afrique nilotique contre l'Afrique bantoue n'est qu'une reprise systématisée et élargie des figures *hutu/tutsi* du Rwanda-Burundi à l'échelle de l'Afrique centrale. Dans ces situations extrêmes, il ne serait pas surprenant que ressortent d'un des cartons de la « bibliothèque coloniale », les *hamites* civilisateurs et les grands éleveurs aux origines non africaines (*Somali, Massai, Peul, Tutsi*) qui ont conquis les noirs paysans<sup>45</sup>. Des récits inédits de l'autochtonie soutiennent désormais la (re)configuration de mécanismes de l'inclusion et de l'exclusion

qui s'inscrivent dans un temps long, non plus de l'invention coloniale mais des origines, court-circuitant ainsi le temps court de la colonisation et des Etats nations. Peut-on identifier ces manifestations à la conscience historique des nations précoloniales toujours présente et opérationnelle, toujours prête à envahir la conscience nationale moderne dont parle Théophile Obenga ?<sup>46</sup>

La classification coloniale qui commence avec l'Afrique romaine<sup>47</sup> (peut-être grecque dans le miroir d'Hérodote<sup>48</sup>) se précise avec la colonisation moderne qui produit les qualifications des différentes Afriques, anglophone, francophone, portugaise, espagnole. Elle est tout à la fois la plus classique et le terrain privilégié des batailles entre les partisans d'une hybridation coloniale<sup>49</sup> ou de la transformation révolutionnaire<sup>50</sup> d'une part et de la mise en subordination et localisation périphérique<sup>51</sup> du continent, d'autre part. Ce moment est, selon certains le moment fondateur de l'Afrique d'aujourd'hui alors que d'autres, au contraire, le considère comme une digression ou une simple parenthèse.<sup>52</sup>

Toutes ces figures géographiques sont des illustrations d'une vision qui accentue la disparité entre la massivité et les limites indépassables du continent et un émiettement qui est la conséquence de différentes interventions étrangères combinées aux dynamiques internes et externes. Elles sont aussi des interprétations de moments historiques fondateurs. Les querelles historiques sont aussi des querelles sur la validité de l'identité accolée à ce « quelque chose » dénommée l'Afrique. Une partie non négligeable de l'histoire académique s'est construite une identité en produisant des histoires nationales coincées dans les limites étriquées des territoires coloniaux métamorphosée en nations. Elle a été rejetée avec véhémence et ironie par Cheikh Anta Diop et ses disciples qui considèrent que ces monographies sont incompréhensibles hors d'un contexte d'ensemble dont la table de lecture est la civilisation égyptienne<sup>53</sup>. Pour l'historien et philosophe sénégalais, c'est dans la perspective de longue durée de la préhistoire – le début de l'homínisation – à l'affirmation de la première civilisation humaine – la civilisation égyptienne négro-pharaonique<sup>54</sup> – que se dessine une Afrique vraie dont l'émiettement en unités coloniales et poussière d'ethnies est une fabrication coloniale ayant pour vocation de fonder et légitimer la « mission civilisatrice et la falsification historique ». Cette dernière est d'abord une falsification géographique.

Boubacar Barry reprend la même idée d'espaces historiques homogènes (des régions historiques homogènes) pour rassembler les pièces éparses d'un puzzle découpé arbitrairement par les empires coloniaux afin de bâtir des sociétés et des Etats qui, tournant le dos à la mer, retrouveraient l'historicité et l'initiative historique, les gages uniques du développement, de la stabilité et de la sécurité<sup>55</sup>.

A côté de ces constructions spatiales, on retrouve les approches d'histoire économique de Samir Amin avec la formation des centres et périphéries au cours de la phase ascendante de l'accumulation capitaliste et de la construction

de l'économie monde<sup>56</sup> et surtout la perspective novatrice de Abdoulaye Ly, le premier historien universitaire sénégalais dont le travail s'inscrit dans une géographie centrée sur le monde atlantique et la connexion capitaliste des continents contre le nationalisme culturaliste de Cheikh Anta Diop et l'ethnologisme de Léopold Sédar Senghor. Ly suggérait que seul la compréhension de la première entreprise de mondialisation et la place que l'Afrique y occupe permettraient de transformer politiquement le continent. Son œuvre historique dont on trouve un certain écho dans le travail de l'Ecole de Dar es Salaam trouve selon eux ses premiers héritiers ou continuateurs avec l'Ecole de Dakar, Boubacar Barry, Abdoulaye Bathily et Mamadou Diouf notamment, comme en différé. Les œuvres, historique de Cheikh Anta Diop et poétique de Cheikh Anta Diop ont éclipsé cette œuvre exigeante, engagée et d'une rigueur universitaire arborant fièrement le classicisme de la discipline, refusant de mélanger recherche historique et écriture de l'histoire<sup>57</sup>.

La crise contemporaine des Etats nations africaines a remis les configurations géographiques à l'ordre du jour en même temps que les communautés (ethniques, religieuses ou culturelles) pour porter des représentations et les récits de l'autochtonie, rendant obsolètes et inaudibles les récits nationalistes et panafricains et tenter de construire des espaces alternatifs pertinents pour la reconstruction des sociétés africaines. En quelque sorte, des histoires alternatifs pour un futur différent des promesses de l'Etat nation.

### Des antiquités africaines<sup>58</sup>

Le premier pôle constitué par le *moment précolonial*, est l'histoire emmurée/ensevelie par l'arrogance coloniale qui, dans son mouvement même la dérobe aux sociétés africaines. Dévoiler cette histoire pour la soustraire à la parenthèse/prison coloniale, c'est aussi identifier les modalités de la manipulation à laquelle procèdent les savoirs ethnologiques et historiques mis en œuvre par l'entreprise coloniale et sa mission civilisatrice. Toute l'œuvre de Cheikh Anta Diop se déploie dans cette perspective. Il s'agit, en effet de retrouver des voix étouffées, des corps démembrés et des traditions mutilées et de les afficher dans une profondeur historique qui outrepassse l'antiquité gréco-latine qui est le moment fondateur de la civilisation occidentale, pour mieux exhumer les constructions politiques, sociales et architecturales sophistiquées et les aventures scientifiques pionnières de l'Egypte ancienne. Civilisation première, initiatrice d'une Europe prise dans les convulsions de la sauvagerie tribale et qui ne sortira de la barbarie qu'en mimant la leçon égyptienne par le plagiat<sup>59</sup>. Le projet de l'historien et philosophe sénégalais est précis. Il ne souffre d'aucun/ambiguïté et ne laisse aucun espace pour le compromis, opposant à la « falsification historique » occidentale, un discours panafricain. A celui-ci est assigné un objectif précis : substituer à l'émiettement territorial des possessions impériales (les colonies reconduites sous la forme des Etat-nations postcoloniaux) et à la multiplication tribale infinie, une géographie

continentale d'un espace produit par une seule et même histoire. Une Afrique dont la cohésion, la cohérence et la signification se révèlent dans une trajectoire singulière qui débute par le processus d'homínisation – l'Afrique est le berceau de l'humanité – se continue dans les migrations, internes et externes au continent – la production africaine du monde au plan géographique et humain – et atteint son point d'incandescence avec l'invention de la première civilisation, l'égyptienne, qui parraine la sortie de l'Europe de la barbarie et l'introduit dans la longue marche vers la modernité que sa civilisation grecque d'abord, latine, ensuite, inaugure.

Le travail forcément polémique de Cheikh Anta Diop, n'a pour principal préoccupation, ni de retracer l'histoire de l'Egypte – les controverses et batailles sur la couleur des pharaons et de la civilisation égyptienne et la rhétorique nationaliste l'ont réduit à cela – ni de faire œuvre d'historien, sinon d'enraciner, ce qui importe le plus, le projet politique de libération intellectuelle et scientifique d'une part, et de développement économique, d'autre part. Cette forte détermination organise et oriente la narration égypto-pharaonique de Cheikh Anta Diop. Elle établit l'existence et la primauté, dans le monde, d'une civilisation africaine. Une civilisation portée par des « nations nègres » qui dévoilent des « cultures »<sup>60</sup> dont la régénération passe obligatoirement par la mise en place de l'Etat fédéral africain<sup>61</sup> réconcilié avec sa géographie et son histoire contre les manipulations coloniales et les géographies impériales.

En proposant d'enjamber le moment colonial – la fameuse parenthèse coloniale à laquelle est assignée sa fonction fabulatrice et manipulatrice originelle – Cheikh Anta Diop invite les africains à renouer avec une continuité historique qui ayant déjà installé l'Afrique et les sociétés africaines au commencement de la production de l'universel humain – l'homínisation se réalise en Afrique – et s'est consolidée par la création de la première culture reconnue comme la première civilisation humaine. Procédant ainsi, Cheikh Anta Diop insiste sur l'irréductible polarité entre l'Afrique (le domaine du matriarcat) et l'Europe (la domaine du patriarcat)<sup>62</sup> qui produit deux histoires singulières et différentes, ouvrant de la sorte un territoire dans lequel il identifie, non seulement les indices, les thèmes et les objectifs de la falsification historique dont s'est rendu coupable l'Occident, au stade impérialiste, mais révèle avec force, une autre source – la principale et la première – d'autorité civilisationnelle. En réinstallant l'Egypte dans le continent africain, la délestant ainsi de la qualification asiatique/méditerranéenne, Cheikh Anta Diop fonde l'antériorité de la civilisation nègre et sa continuité, et ce faisant, établit le délit de plagiat et le crime de falsification. Sont fortement remises en cause la généalogie des notions de modernité et d'universel<sup>63</sup>.

La vigoureuse offensive contre la prétention et l'arrogance européennes n'épuise pas la philosophie historique et la reconstruction de l'histoire africaine de Cheikh Anta Diop. Elles se lancent aussi à l'assaut des histoires qui

prétendent métamorphoser en Etat-nations des projections territoriales dessinées des empires coloniaux. Des histoires fragmentées, sans cohérence aucune, illisibles précisément parce qu'elles n'arrivent pas à s'adosser aux antiquités Africaines<sup>64</sup> produites par la civilisation égyptienne pharaonique. En conséquence, produire un sens et une direction pour l'Afrique contemporaine, c'est l'inscrire solidement dans le dessin égypto-pharaonique par un retour à certaines valeurs qui tournent autour du territoire (l'Afrique), de la culture et de la race (les nègres) dont on peut suivre les vestiges et les traces semés partout le long des routes de la migration et des chemins de la dispersion des africains dans l'immensité du continent.

La position centrale attribuée à la race dans la réflexion du Cheikh Anta Diop est illustrée par son utilisation détournée du mot nègre. Une utilisation politique et revendicative qui est une affirmation offensive de la singularité africaine<sup>65</sup>. Cheikh Anta Diop construit son Afrique à partir de la race et de la couleur en leur affectant une culture particulière. Une race et une couleur qui produisent une communauté homogène (les nègres africains) qui est le sujet d'une histoire unique que la fragmentation ethnologique et la géographique coloniale ont délibérément tenté d'obscurcir. Son approche déborde ainsi les frontières de l'Etat-nation, en proposant des centres de cultures et des périphéries qui assurent un maillage serré reliant les différentes figures d'une antiquité nègre unique.

Pour autant Cheikh Anta Diop ne sort pas de la matrice de la rationalité occidentale. Tout en la détournant, il reconstruit l'universel humain en lui attribuant une origine *et* une inspiration africaines, redonnant au passage, mais seulement au passage, les lignes générales du *texte africain* qui donne sens à tous les récits africains, de quelque manière qu'ils sont générés, de quelque lieu qu'ils proviennent et de quelque culture qu'ils se réclament. Il reste prisonnier des déterminations d'une histoire linéaire telle qu'elle est proposée par la philosophie des Lumières. Cette orientation déterminée de Cheikh Anta Diop est en décalage avec l'historiographie indienne des *Subaltern Studies* (Groupe d'Etudes sur les Subalternes) qui, à l'opposé, remettent en cause la conception de l'histoire héritée du 18<sup>ème</sup> siècle. Un concept général qui devient la condition d'une expérience et d'une attente qui se déclinent sous les formes du progrès, de la modernité et de la prétention occidentale qui considère que seuls les concepts de l'histoire sociale occidentale possèdent des capacités d'universalisation<sup>66</sup>. Cette conception gomme la pluralité des modes d'exposition, d'encodage, de mise en ordre des récits historiques et d'exhibition de régime de vérité qui se présentent comme des histoires en compétition<sup>67</sup>, refusant l'étreinte de l'histoire linéaire comme figure dominante de la modernité. Cette critique radicale menée contre les grandes narrations du progrès par les partisans des études postcoloniales est bien sûr compris comme une invitation au désengagement politique<sup>68</sup>.

A ce stade, il est intéressant de noter que le travail que réalise Cheikh Anta Diop, à partir des années 50 est étrangement comparable avec les travaux de l'historiographie nationaliste indienne, à partir des années 1920-30, lorsque le nationalisme devient progressivement un mouvement de masse et se dote d'historiens professionnels. La contestation de l'interprétation britannique de l'histoire de l'Inde qu'ils déroulent, a pour site principal, *l'Inde ancienne*. Dans la version africaine, l'Égypte ancienne est à cette place. Comme le mentionne Gyan Prakash, « si certains des premiers orientalistes ont décelé l'origine de l'Europe dans l'Inde des textes, les nationalistes virent dans cette même Inde l'origine de la nation moderne; ainsi pour ces historiens, les observations sympathiques de l'ancienne école orientaliste sur l'Inde des textes, tout comme les études de Max Müller devinrent des affirmations objectives et autorisées sur le grand passé de l'Inde »<sup>69</sup>. La célébration de l'œuvre des égyptologues de la période d'avant l'impérialisme occupe une place de choix dans les travaux de Cheikh Anta Diop qui s'appuie toujours sur leur autorité et leur objectivité, notamment Constantin-François Chassebeuf Volney<sup>70</sup>. Aussi partage-t-il avec les historiens nationalistes indiens le rejet des fabrications essentialistes et des affirmations autoritaires sur les sociétés africaines et indiennes produites par le savoir colonial si fortement lié au pouvoir impérial. Un savoir qui assigne à une Inde et à une Afrique rebelles aux transformations historiques, une passivité qui les soustrait radicalement à toute possibilité de changement. Pour paraphraser Mudimbe, une représentation dans le savoir occidental par leur « invention » en objets inertes de connaissance<sup>71</sup> de l'europpéen rationnel et matérialiste, opposé à l'africain (émotionnel) et à l'indien (spirituel)<sup>72</sup>. La préoccupation commune et contradictoire à Cheikh Anta Diop et aux historiens nationalistes indiens qui ne remettent pas en cause les paramètres du savoir colonial pourrait se résumer ainsi : accepter en la retravaillant l'idée essentialiste qui se dégage des orientalistes et égyptologues tout en détournant l'objet passif de connaissance en sujet historique actif doué de Raison. Comme les historiens nationalistes indiens, Cheikh Anta Diop, s'est débattu aussi dans des controverses et des discussions, à propos des sources et des histoires régionales dans leur relation au grand récit africain et au statut de civilisation unique de la Grèce.

L'œuvre de Cheikh Anta Diop s'inscrit globalement dans le paradigme ébauché par les méthodes des sciences naturelles et les théories de l'évolution de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle. Elle adopte la démarche généalogique et la recherche des origines. Ce qui est remarquable, c'est la constance de ses disciples dans cette démarche. Cheikh Anta Diop n'a jamais remis en cause la chronologie de l'histoire universelle, à partir du modèle occidental. Il a seulement relié l'Afrique aux racines originelles de la civilisation européenne, en indigénisant le passé de l'Afrique contre les théories des migrations et invasions civilisatrices et la « méditerranisation » de la civilisation égyptienne ancienne. Si la référence centrale de Cheikh Anta Diop est la langue et la culture des *wolof*

du Sénégal, ses disciples n'ont fait que vérifier, à partir de ses méthodes et de ses intuitions, la présence des éléments de la civilisation néo-pharaonique dans les autres ethnies africaines, en particulier Théophile Obenga chez les *bantou* et Aboubacry Moussa Lam chez les *peul*. Même si les indices se sont accumulés, quarante ans après les premiers travaux de l'égyptologue sénégalais, l'écriture de l'histoire égyptienne des africains demeure une accumulation de discours sur des discours et représentations plutôt qu'une recherche historique exigeante<sup>73</sup>.

Le débat sur le caractère nègre ou non de la civilisation égyptienne ancienne a eu pour conséquence de voiler la véritable nature du questionnement à l'œuvre dans les travaux de Cheikh Anta Diop, la restauration de la civilisation africaine à sa véritable place, la première, dans l'histoire universelle, pour dénoncer la falsification de l'histoire et le caractère manipulateur de la mission civilisatrice. Dans cette démarche, l'épisode coloniale se réduit à un accident, une digression ou une parenthèse. Elle n'a aucun intérêt précisément parce qu'il n'a pas un impact aussi important sur les sociétés africaines. Kwame Nkrumah n'affirmait-il pas que malgré l'intrusion européenne, les systèmes sociaux africains adaptés à l'histoire et aux traditions africaines se sont maintenus<sup>74</sup>.

L'insistance sur la continuité de l'histoire africaine a eu deux conséquences contradictoires : elle n'a accordé que peu d'importance à la période précoloniale sauf pour les grands empires soudanais (Ghana, Mali, Songhay), le Zimbabwe et le royaume du Kongo dans une certaine mesure. Et dans ce cadre il s'est plutôt agi d'utiliser les traditions orales et les récits des voyageurs arabes ou portugais pour décrire la grandeur de ces empires et royaumes, le caractère achevé de leurs institutions politiques, la force de leurs armées, la munificence de leur cour... Ces travaux ont continué à illustrer la grandeur des civilisations africaines, la force d'empires et royaumes qui pouvaient rivaliser avec les entités politiques et civilisationnelles européennes. La référence exemplaire étant l'empire carolingien de Charlemagne.

L'extraordinaire travail abattu par les historiens de ce période, tant du point de vue factuel que de celui des expérimentations méthodologiques – recueil et traitement des traditions orales, collecte des objets de la civilisation matérielle, de la nature... – a été à la hauteur du défi lancé par l'historiographie européenne pour obtenir la certification de matériaux et de méthodes inédites et faire admettre que « les peuples sans histoire sont des peuples dont on ignore l'histoire »<sup>75</sup>. Les conquêtes faites par les historiens de cette période ne se sont pas traduites de manière effective au plan de l'écriture de l'histoire. S'ils se sont préoccupés des relations diplomatiques et économiques entre les deux rivages du Sahara<sup>76</sup> ou entre les rivages africaines et les îles et rives de l'Océan Indien, les historiens de la période précoloniale la délimitent en y incluant ou non la période de la traite atlantique des esclaves qui se présente comme le moment à

partir duquel les sociétés africaines perdent l'initiative historique, en s'arrimant (de gré ou de force) à « l'économie monde » en construction<sup>77</sup>.

L'historiographie de la traite négrière est restée dominée par la passion idéologique et la frénésie quantitative. A l'exception des travaux de J. E. Inikori<sup>78</sup> qui a participé à la plus grande polémique entre chercheurs africains (nigériens en particulier de Amadou Bello University) et américains et canadiens, notamment Philip Curtin et Paul Lovejoy<sup>79</sup> sur la démographie de la traite atlantique, les chercheurs africains ont privilégié, soit les questions morales relativement au commerce des hommes et des femmes, soit se sont intéressés aux conséquences sociales et culturelles de la traite. Les relations complexes entre celle-ci et les révolutions musulmanes en Sénégal ou entre le commerce des esclaves et le sous-développement de l'Afrique<sup>80</sup> par exemple ont fait l'objet de polémiques qui ont mis aux prises Philip Curtin et des historiens sénégalais comme Boubacar Barry et Abdoulaye Bathily<sup>81</sup>. De la même manière, la propagande autour de la compensation/réparation lancée par feu Moshood Abiola, soutenue par une lecture historique de la période de la traite qui est tributaire des attentes du présent, sollicite autant le registre de la justice et de la mémoire que le métier d'historien compris comme entreprise de connaissance et d'élucidation du passé<sup>82</sup>. A ces controverses, on pourrait ajouter celle qui a opposé A. G. Hopkins<sup>83</sup> d'une part, et J. F. A. Ajayi et R. A. Austen<sup>84</sup> d'autre part.

Les combats autour de l'interprétation de la séquence coloniale et de son impact sur le devenir des sociétés africaines ont une intensité encore plus grande comparativement à ceux de la période traite négrière atlantique.

### **De la digression coloniale**

Si la discussion sur le futur est toujours un objet de polémique sur le passé, on comprend aisément pourquoi la période coloniale joue un rôle aussi central dans la construction de l'identité nationale. La recherche historique tout comme l'écriture de l'histoire font partie du bagage intellectuel des nationalistes. Archibald Mafeje ne mentionne-t-il pas que l'histoire nationaliste avait pour principal vocation de déconstruire l'histoire impériale et, dans le même mouvement proposer une histoire authentique, avec comme principaux ingrédients, les spécificités culturelles, les priorités nationales et une sélection et une interprétation alternatives des principaux événements de la rencontre avec l'Occident.

Sur la base la plus sûre de cette appropriation nouvelle du passé et à propos du moment le plus pertinent pour recouvrer les cultures et l'histoire propres aux sociétés africaines, les avis divergent. Alors que V. Y. Mudimbe insiste sur l'importance de l'hybridation coloniale, de la conversion et du passage dans l'imagination de la société africaine contemporaine, des historiens de la période précoloniale comme Jan Vansina ou J.F. A. Ajayi affirment avec force la faible altération des cultures et des sociétés par l'épisode coloniale. Ce qui est

doublément en cause dans cette controverse est l'autonomie de l'histoire des sociétés colonisées et la capacité de l'élite nationaliste à fabriquer une contre-culture pour la promotion de l'Etat national indépendant. Le conflit autour de l'histoire se constitue ainsi comme un élément essentiel de la lutte nationaliste et l'histoire politique comme son champ d'expression. Selon Heather Sutherland, l'insistance contemporaine sur l'histoire politique et les archives reflète cette articulation entre l'Etat et la discipline<sup>85</sup>. C'est probablement cette orientation qui explique pourquoi, même si, dans les années 70 de ce siècle, l'histoire économique et la querelle sur les modes de production<sup>86</sup> dominant le terrain historique africaniste, les africains sont très peu actifs dans ce débat sauf dans l'intérêt qu'ils ont manifesté pour l'étude des résistances aux cultures coloniales, au travail forcé et au rôle de l'économie africaine dans l'accumulation coloniale.

L'enjeu principal de l'interprétation de l'épisode coloniale réside dans le fait de savoir et de préciser si l'Afrique et les sociétés africaines sont ou non le produit de la culture savante européenne (selon Mudimbe) et de son action coloniale. Brièvement on peut affirmer, sans risque de se tromper que l'histoire impériale a mis l'accent sur l'extraordinaire motricité de l'intervention coloniale qui précipite les sociétés africaines dans le temps du monde et procède à leur « capture » pour les introduire dans la modernité. La colonisation serait non seulement la perte de l'initiative historique et de l'autonomie, mais elle enclencherait un processus d'assimilation ou d'indigénisation (l'adaptation impériale) et de conversion (Mudimbe)<sup>87</sup>. Cette orientation fonde les perspectives historiques qui se sont affirmées dans l'étude des résistances actives (militaires ou émeutières) ou passives (culturelles et religieuses).

Ces questions traversent autant l'histoire politique que l'histoire économique du continent au cours de la séquence coloniale. Les partisans de la thèse du déterminisme par les forces externes pour expliquer la mise en subordination et localisation périphérique de l'Afrique<sup>88</sup> croisent le fer avec leurs adversaires qui insistent sur une trajectoire plus autochtone que coloniale.

Il est certain que la première lecture de l'histoire coloniale de l'Afrique ne pouvait gagner les faveurs de la majorité des historiens africains qui l'ont attribuée aux africanistes. Pour combattre ces derniers, ils élaborent une posture « nationaliste de déconstruction de l'histoire impériale et néocoloniale ». La remarque de Nkrumah que nous avons déjà citée, a été prise en compte par les historiens professionnels. L'insistance sur la continuité de l'histoire africaine, malgré la mise en colonisation ouvrait sur la possibilité et la nécessité de fermer la parenthèse coloniale pour renouer et avec notre génie et avec nos valeurs de culture et de société. Cette démarche montrait aussi, comme la recherche sur les antiquités, l'incroyable falsification de l'histoire africaine. Joseph Ki-Zerbo propose un métaphore, reprise d'un proverbe du Burkina Faso, pour illustrer cette situation, « dormir sur la natte des autres, c'est le plus sûr moyen de se retrouver à terre »<sup>89</sup>. Les deux meilleures illustrations de cette

orientation épistémologique sont, J. F. A. Ajayi et T. O. Ranger. Le premier est l'auteur du titre de ce chapitre, la « digression coloniale ». Il insiste particulièrement sur le fait que les sociétés africaines ont pu préserver leur enracinement dans le passé et maintenir la continuité de leur civilisation et de leur conscience historique<sup>90</sup>. La colonisation ne serait donc qu'un épisode, une petite peu significative dans l'exercice autrement continu de l'action politique autonome des africains. Le second, dans l'ouvrage que l'on pourrait considérer comme le programme le plus pertinent de recherches historiques, lance un cri de ralliement autour des principes suivants : « les activités africaines, les adaptations africaines, les choix africains, l'initiative africaine »<sup>91</sup>. A la suite de Ajayi, l'Ecole d'Ibadan a mis l'accent sur l'intégrité des sociétés africaines précoloniales, à une exception notable K. O. Dike. Il est le premier historien nigérian professionnel. Il publie sa thèse sous le titre, *Trade and Politics in the Niger Delta. An Introduction to the Economic and Political History of Nigeria*<sup>92</sup>. L'intérêt de cet ouvrage se situe dans le parti pris professionnel de l'auteur. Il écrit dans une perspective africaine en s'imposant de rompre avec l'histoire impériale. Pour ce faire il se préoccupe non seulement de rendre compte des convergences et divergences entre africains et européens, mais il utilise simultanément et de manière scrupuleuse les sources conventionnelles d'archives et les sources orales pour asseoir ses interprétations des sources historiques. Et, à la différence de la génération d'historiens qui le suit, Dike ne se résout pas à utiliser les sources orales comme preuve. Il partage ainsi avec Abdoulaye Ly<sup>93</sup>, une posture professionnelle qui les éloignent des manifestations nationalistes de l'écriture de l'histoire.

La première génération d'historiens s'est évertuée à tenir ce cap, dans une furie créatrice, mettant en place revues et associations, organisant séminaires et publiant des monographies et des livres, recueillant des traditions orales et découvrant de nouveaux documents d'archives, présentant des émissions à la radio et écrivant dans les journaux pour vulgariser l'histoire et recréer un cadre véritable pour la reconstruction de l'imaginaire et de la conscience historique africaine. Fourbissant des armes scientifiques contre leur invention par la production savante européenne, elle s'est donné une « histoire monument »<sup>94</sup> pour célébrer sa présence au monde.

Même, si le cadre de travail (l'université), la méthodologie, y compris dans la collecte, le traitement et la mise en récit des traditions orales, sont restées imprégnées par la pratique historiographique empruntée à l'Occident d'une part et la nécessité, d'autre part d'unifier les éléments épars et disparates d'une histoire émietée par les politiques et les savoirs impériaux, l'évidence de la présence africaine au monde passait par cette redécouverte historique de l'Afrique que ne pouvait se réaliser que dans l'élaboration de ce nouveau savoir. Un savoir pour la construction des nations africaines et/ou de l'unité africaine. Cette histoire-là s'est construite sur la recherche du principe unitaire (unité culturelle), le refus du pluralisme et de l'émiettement conçus comme

diviseurs et surtout la construction de généalogies pour légitimer le pouvoir des nouveaux leaders postcoloniaux. La critique de l'histoire coloniale devient ainsi une charte de validation du pouvoir postcolonial ou de la prétention à l'exercice du pouvoir, par la recherche d'un lien avec le pouvoir d'avant la colonisation : F. Houphouët Boigny de Côte d'Ivoire, la reine Pokou et la migration Akan-Baoulé, Modibo Keita et Sundiata Keita, Sékou Touré et Samory, Mohamed Bello et le califat de Sokoto, K. Nkrumah et la titulature ashanti... La critique de Mafeje porte précisément sur cette histoire-là alors que son caractère statique est précisément ce qui irrite Ousmane Sembène.

Les choix historiographiques qui ont été opérés par les chercheurs de cette génération ne pouvaient pas accorder un grand intérêt pour l'histoire de la mise en place des économies et administrations coloniales, les sociétés urbanisées et assimilées comme les originaires des 4 communes de la colonie du Sénégal, au 19<sup>ème</sup> siècle. Ces registres ne sont pris en considération que pour écrire le récit de « la terreur coloniale ». Un paradoxe mérite d'être signalé. L'école historique ivoirienne qui s'est développée dans les années 70, principalement sous la houlette de Catherine Coquery-Vidrovitch, à l'exception notable de Henriette Diabaté qui a travaillé sur l'histoire *Agni*, à partir des traditions orales, contient le groupe qui s'est investi dans l'histoire coloniale proprement dite, sur les villes, les chemins de fer, le développement de la presse, des structures administratives coloniales, les travaux publics... Elle n'a célébré l'histoire de la lutte nationaliste que lors du cinquantenaire de la naissance du Rassemblement Démocratique Africain (le parti fédéral dirigé par Félix Houphouët Boigny<sup>95</sup>), à la fin de la vie de ce dernier témoin de l'histoire. Il n'y avait plus personne pour lui contester sa vérité historique et Alpha Blondy pouvait s'en emparer et, en la détournant, la mettre en musique. Le caractère autoritaire du régime au cours des trois premières décennies explique certainement la timidité de l'historiographie ivoirienne, du moins le choix délibéré d'éviter certaines thèmes.

L'écriture de l'histoire de la période coloniale a fait l'objet de multiples réorganisations, les thématiques ont beaucoup évoluées, les lectures sont devenues plus complexes avec l'intrusion du postmodernisme et l'accent mis sur les discours et les représentations. De nouveaux objets tels que la prison, la santé et les maladies, l'habillement, l'alcoolisme, les déviations et la mort ont été sélectionnés par une nouvelle génération d'historiens qui a grandi à l'ombre d'Etats nations en crise, de la fin de la promesse nationaliste et de l'unité africaine, des guerres civiles, de la corruption et de l'autoritarisme généralisés. Si au cours des années soixante-dix, l'éviction de certains segments nationalistes du siège du pouvoir, a consacré l'unité autour du chef et de son groupe, achevant simultanément l'explosion des coalitions nationalistes et l'imposition d'une seule nation et d'une seul récit historique, la crise économique, sociale et politique des années 80 et la mise sous ajustement des économies africaines, le début de manifestations irrédentistes armées dans la

totalité des régions du continent et la mondialisation réintroduisent de nouveaux récits (des jeunes et des femmes...) et exhument d'anciens textes qui avaient été réprimés, réduits en folklore ou marginalisés par la perspective unitaire et répressive postcoloniale. L'ouverture de nouveaux espaces a été accompagnée par l'émergence d'une écriture historique qui essaie de se frayer un chemin entre l'histoire nationaliste et les histoires locales ou régionales, en revendiquant de nouveaux objets et un certain professionnalisme.

C'est dans ce nouveau contexte que, aussi bien l'écriture de l'histoire que la recherche historique se présentent sous de nouveaux signes. L'historien et le politique qui ont cheminé ensemble et regardé dans la même direction, même s'ils ont entretenu des relations mouvementés et parfois violents, ne sont plus les seuls maîtres du récit historique. Leur prétention à proposer la *master fiction* est remise en cause. D'autres récits historiques et d'autres acteurs leur contestent désormais un espace public fragmenté. Ils revendiquent la pluralité des lieux de l'historicité et de la conscience historique africaines. Des histoires qui s'écrivent dans les journaux, se dessinent sur les murs des villes et les pagnes des femmes, sur les T-shirts des adolescents; elles se changent en *wolof*, *lingala*, créole, *manding*, *soto*... soutenues par des formulations musicales d'une grande diversité, des formes les plus traditionnelles au rap. Enfin elles se cuisinent, prennent parfois le maquis, la radio et la télévision ou pire encore la machette.

Le retour d'une démarche un peu plus professionnelle a provoqué une orientation qui refuse l'existence d'une frontière étanche entre l'histoire impériale et une histoire africaine autonome. Par la multiplication des objets historiques (prison, maladies, alcool, travail, la sexualité, les hybridations, la nuit, la sorcellerie, la prostitution...) on est parvenu à analyser minutieusement les interactions entre l'Etat colonial et l'Etat métropolitain d'une part, entre les images et représentations par les sociétés et les élites de la construction de la nation et de l'empire, d'autre part. Aujourd'hui on essaie de saisir dans le même mouvement la colonie et l'empire, les luttes locales et les dynamiques globales, la nature particulière de l'Etat colonial et le caractère déterminant ou instable des économies coloniales. Comme le mentionnent avec force F. Cooper et Anne L. Stoler, « Le monde d'aujourd'hui est présenté comme un monde global structuré autour de relations sociales fragmentées, implicitement ou explicitement décrit comme radicalement différent du monde colonial décrit comme spatialement et culturellement confiné. C'est probablement parce que nous avons pris à la lettre les catégories des archives coloniales, organisées autour de pouvoirs spécifiques, de leurs unités territoriales et de leurs géographies culturelles. Résultat, l'historiographie coloniale n'a pas pris en compte les dynamiques coloniales les plus importantes, y compris les réseaux et la circulation des idées et des personnes, colons et colonisateurs à l'intérieur et entre les empires »<sup>96</sup>.

## **Conclusion : l'écriture historique au pluriel : contre les historiens professionnels**

L'extraordinaire complexité du champ historique et de l'écriture de l'histoire en cette fin de siècle semble, dans une certaine mesure provenir d'une double dynamique. Une dynamique interne avec la crise et l'érosion de la légitimité du nationalisme et des Etats-Nations postcoloniaux et l'accélération du processus de mondialisation.

En effet, la discussion sur l'histoire en Afrique et certainement dans d'autres contextes postcoloniaux ne se réduit plus à une interrogation sur le passé, la nation, la culture, la politique. Elle provoque aussi des controverses de plus en plus violentes et des manifestations de plus en plus meurtrières autant de l'autochtonie que de l'accès et de l'utilisation des ressources auxquelles sont de plus en plus affectées une identité, la citoyenneté et le futur.

Ces interrogations sont déterminées par le contexte politique et social. Les préoccupations présentes influencent, en conséquence, les formes, le contenu et l'écriture de l'histoire. Ces figures, nous avons essayé de les suivre à la trace, dans cette étude sur l'histoire africaine. Si, comme nous avons essayé de le montrer, la production historique, en particulier celle des universitaires s'est imposée comme le noyau exclusif de l'histoire publique et de l'écriture de l'histoire des postcolonies africaines, elle y est arrivée par une série d'opérations, de subordination, de marginalisation ou de répression de tous les autres récits historiques. Cette histoire moderne s'improvisait en effet comme l'histoire de la nation, au cours du combat nationaliste. Retrouver les voix authentiques, les héros et les résistances, affirmer avec véhémence l'historicité et l'autonomie de notre conscience historique, exhiber avec fierté « les civilisations et les valeurs du monde noir », tels furent le credo et le programme.

Ce travail d'historien s'est réalisé dans une tension permanente. Les historiens étaient pris entre les exigences contradictoires d'un Etat historien, d'une part et des histoires et cultures portées par des communautés et des groupes et des pratiques institutionnelles d'une historiographie dominante d'origine occidentale, d'autre part. Chaque groupe exhibant ses idiomes, récits, régimes de vérité et ordre du discours propres. Entre les exigences d'autoritarisme et de crédibilité des politiciens, à la recherche des procédures, imaginaires et normes d'unification d'éléments disparates assemblés par la colonisation d'une part, et le buissonnement des cultures populaires fondé sur la fragmentation et les géographies de l'autochtonie discriminatoires qui portent des demandes contradictoires et/ou autonomes, l'histoire et les historiens étaient sommés de mettre de l'ordre dans cette cacophonie et de proposer un récit unitaire incontestable. C'est contre cette mise en ordre que se dressent Sembène, Nandy et Mafeje car elle n'a servi, selon ces derniers, qu'à valider les expressions d'une histoire nationale empruntée et démobilisatrice, affichée dans des rituels et des commémorations politiques, des séries télévisées, des programmes scolaires et de radio.

Ce choix qui est bien sûr plus politique qu'épistémologique, est soutenu par une vision unitaire autoritaire. Cependant la promesse du développement, n'a pu, malgré l'attirail répressif qui l'accompagne, contraindre la circulation de différentes versions du passé et la manière d'en traiter, entre les historiens professionnels, les médias, les communautés et groupes, l'Etat et les politiciens. Ainsi ces différents récits, clandestinement ou non dans des espaces clos ou ouvert, familial ou professionnel... travaillent la société dans un recyclage continu du passé.

Aujourd'hui la situation a changé. La crédibilité du nationalisme a été remise en cause. Les événements, les moments, les acteurs et les actes à partir desquels peuvent se construire des récits historiques se sont considérablement diversifiés. Cette diversité des narrations est probablement l'expression de la multiplicité des segments constitutifs des sociétés africaines. On assiste dans une certaine mesure à une réactivation/réactualisation des mémoires des coalitions anticoloniales. Dans le contexte des transitions démocratiques (ou des libéralisations politiques), les passés se (re)composent<sup>97</sup>. L'échec des projets de développement, le desserrement des contraintes politiques, la mise sous ajustement à ouvert des espaces d'improvisation et de dissidence pour l'éclosion de récits historiques alternatifs. De nouvelles versions ou d'anciennes versions rénovées du passé (re)prennent du service. Les historiens professionnels sont dédaignés ou se réfugient dans le professionnalisme, quittant de manière subreptice l'espace public. Les temporalités se télescopent et l'histoire délaisse le livre et le journal spécialisé qui sont devenus des denrées rares pour s'épanouir dans le dessin, la peinture, la chanson et le théâtre ou le cinéma et la vidéo. L'histoire désormais fait l'école buissonnière et ses professionnels sont contestés par un nouveau discours et de nouveaux spécialistes qui n'ont cure de leurs savoirs, prétentions et lieux de magistère. Le magistère est maintenant dans la rue, la famille, le groupe musical ou de peinture ou les communautés virtuelles créées par les migrations internationales et le recours de plus en plus important aux nouvelles technologies.

En même temps que s'érode la crédibilité du nationalisme, on assiste à l'accélération de la mondialisation qui entraîne une diversification et une ouverture plus grande au monde. Ses capacités à disjoindre des espaces et des cultures ont, pour conséquence en Afrique, cumulativement avec la crise des Etats-nations, une réaffirmation des identités locales, ethniques, régionales et religieuses. Ces fissures sont élargies par la fragmentation provoquées par la compétition économique mondiale et les tensions de l'unification du marché mondial économique. Les ethnies n'ont pas seulement une histoire<sup>98</sup>, elles ont surtout un présent, tout comme la famille, le voisinage, le groupe, la secte, la confrérie... Face à des Etats qui ont perdu leur légitimité et fonctionnent de plus en plus difficilement, l'histoire officielle reflue tout comme l'information fournie par la radio nationale. L'interprétation du passé se réalise désormais en

conformité avec les expériences vécues et les mémoires individuelles et collectives. Après avoir trouver des racines, les histoires alternatives ont trouvé une audience, des supports et des constructions narratives originales (fresques murales, vidéos, veillées...). L'histoire se libère de l'écriture universitaire. Elle peut désormais se faire drôle, émotive, cruelle... C'est cette histoire-là que Sembène appelle de ses vœux, non pas une histoire – monument mais une histoire qui représente, exclut, s'esclaffe et reflète le quotidien et l'imaginaire des acteurs. Les constructions identitaires alternatives qui forcent la mémoire nationaliste à refluer, ne vont pas nécessairement dans le sens voulu par le cinéaste sénégalais, l'unité africaine et la promotion de l'idéologie panafricaniste.

La discipline a beaucoup changé tant en termes de territoire, de méthodes et d'objets. Les études postmodernes et les controverses sur l'écriture de l'histoire, tout comme les études postcoloniales nous somment de nous interroger sur notre discipline comme « un construit, un discours sur des représentations » mais aussi une représentation qui doit se définir par rapport au modèle historique métropolitain. La critique de celui-ci, c'est-à-dire du grand récit du progrès et de l'émancipation nationale, en quelque sorte « la provincialisation de l'Europe »<sup>99</sup> est la condition d'une écriture de l'histoire et d'une recherche historique susceptibles de rendre intelligible le passé des sociétés africaines, dans leur complexité, la diversité des acteurs et des jeux d'acteurs. La recherche historique africaine peut-elle s'inscrire dans ces nouvelles dynamiques, épistémologiques et méthodologiques décrites comme le renoncement à la détermination sociale, l'abandon des explications structurales ou causales qui déplace l'accent sur les actions en situation, associant ainsi les explications de l'ordonnement des phénomènes à leurs modes de manifestations. Une démarche qui substitue à la linguistique saussurienne, la sémantique des situations, aux déterminations par habitus, la pluralité des mondes de l'action, à la rationalité substantielle des acteurs économiques, les réponses aux conventions et réalités procédurales, combinées à la capacité des acteurs à manipuler les normes, à l'anthropologie structurale, les études des modalités et des effets de la mise en œuvre historicisée des cultures.<sup>100</sup> En quelque sorte, il s'agit, selon Gareth Stedman Jones, de mettre l'accent sur les acteurs actifs, conscients, avertis et ambivalents qui préservent leur liberté de manœuvre à chaque instant de leur participation à la vie sociale. En refusant, le fonctionnalisme a-historique, le structuralisme exagérément déterministe, la trajectoire unilinéaire de la théorie de la modernisation et en se focalisant sur les ressources et les compétences des acteurs par rapport aux structures<sup>101</sup>.

Au moment même où la discipline est secouée par de multiples transformations et des variations de plus en plus sophistiquées, l'Afrique elle aussi bouge. Des engagements de la génération des indépendances, engluée dans l'affirmation d'une exception culturelle africaine qui revendique, quoique de

manière paradoxale, l'invention de la modernité, en particulier la modernité occidentale qui s'est accaparée l'universel humain, effaçant du coup sa prétention à la singularité et à l'exceptionnalité, se multiplient les expressions plurielles, non plus de l'exception absolue de l'Histoire de l'Afrique mais de plusieurs histoires, de plusieurs géographies et de plusieurs cultures qui se composent et se décomposent en de multiples trajectoires qui convergent et divergent dans des ballets animés par des acteurs aux sources et ressources variées. Une Afrique polymorphe et polysémique laisse la place à une autre dont s'effacent le monolithisme et l'homogénéité qui se dévoilaient dans la nature matriarcale de la totalité de ses sociétés. Un domaine sous l'emprise du matriarcat qui compose le texte d'une unité culturelle de l'Afrique qui exprime la différence radicale d'avec l'Europe patriarcale<sup>102</sup>. En témoignent la violence des crises ethniques et identitaires et les lignes de feu et de sang qui tracent les frontières infranchissables des géographies de l'autochtonie. Les historiens et les spécialistes en sciences sociales participent à ces discussions et combats qui souvent et de plus en plus provoquent des morts atroces d'hommes et de femmes, d'enfants et de vieillards. Sont en cause non seulement les mutations dans les représentations collectives et leurs interprétations érudites ou populaires (la frontière entre les deux est devenue si difficile à établir), mais l'accès aux ressources réelles et symboliques, politiques et économiques, la qualité de la vie des individus et des groupes, la vigueur des capacités citoyennes. Instabilité des catégories de représentations, des modes de production et d'appropriation du passé, des formes scripturaires de son affichage, de la qualité des archives disponibles et des enjeux politiques, sociaux, économiques et culturels sur les politiques du présent et du futur, s'éprouvent de plus en plus des catégories historiographiques telles que l'influence des empires coloniaux sur les textures sociales, culturelles, économiques et politiques africaines, la résistance des sociétés africaines, l'assimilation, la collaboration... On doute de plus en plus, autant de l'insertion quasi naturelle des sociétés précoloniales africaines dans l'économie-monde capitaliste occidentale que de la résistance opiniâtre de l'Afrique qui parvenait à se mettre entre parenthèses pour échapper à l'assimilation coloniale. Une mise en suspens levée avec les indépendances.

Tout au long de cette trajectoire, les objets et les opérations historiques se sont transformés. L'Afrique s'est progressivement effacée pour laisser la place aux territoires coloniaux qui s'affichent avec violence et prétention comme des Etats nations. Ces derniers sont depuis une décennie violemment secoués par des revendications irrédentistes régionales et/ou ethniques, des dissidences religieuses et une fragmentation de plus en plus poussée. Ces transformations indiquent de nouvelles directions, de nouveaux territoires et de nouveaux réseaux pour la recherche. Une Afrique multiple et d'une extraordinaire diversité apparaît. Ce qui est probablement en cause dans l'écriture de l'histoire des fragments, c'est une africanisation de l'histoire de l'Afrique avec l'internalisation de ses logiques, manifestations et trajectoires et la production

d'un espace africain autant dans sa singularité que dans sa présence au monde. Cette nouvelle quête historiographique exige le renouvellement de la réflexion historique, le dévoilement des modes d'actualisation du passé et des engagements du présent.

## Notes

1. Michel Amengual (Entretiens radiodiffusés animés par), *Une histoire de l'Afrique est-elle possible ?* avec la participation de MM. Honorat Aguessy, Amadou Hampaté Bâ, Jean Calvin Bahoken, Lionel Balout... Paris, Société Nationale de Radiodiffusion Radio France, 1975.
2. En effet dans le volume 2 de son ouvrage, *Le Geste et la parole. La mémoire et les rythmes*. Paris, A. Colin, 1965, le préhistorien écrit des pages éblouissantes sur cette mémoire ethnique comme un « code des émotions qui assure au sujet ethnique le plus clair de l'insertion affective dans sa société, dans le temps et dans l'espace », p. 82..
3. Jacques Le Goff, *Histoire et Mémoire*. Folio-Histoire. Paris, Gallimard, 1988, p. 111-130.
4. Maurice Godelier, « Anthropologie sociale et Histoire locale », *Gradhiva, Revue d'histoire et d'archives de l'Anthropologie*, 20, 1996, pp. 83-93, p. 83.
5. Idem, p. 83.
6. Idem, p. 83
7. Idem, p. 84.
8. Discussions personnelles avec le cinéaste.
9. Paul Veyne, *Comment on écrit l'histoire, suivi de Foucault révolutionne l'histoire*. Paris, Le Seuil, 1996, p.14.
10. Ashis Nandy, *The Intimate Enemy : Loss and Recovery of the Self under Colonialism*. Delhi, Oxford University Press, 1983, p. 22.
11. Idem., p. 2.
12. « Alternative Histories : Current Debates in Asia, Africa and Central and South America ». A Roundtable with F. Cooper, M. Diouf, S. Rivera and Shahid Amin. Discussants : Ashis Nandy, N. Battacharya et A. MBembe. J. Nehru University, New Delhi, March 1996.
13. Archibald Mafeje, « Taking Issues with African Historians », Paper presented at the University of Cape Town Centre for African Studies : Problematizing History and Agency, From Nationalism to Subalternity. Cape Town, 22-24 Octobre 1997. Mafeje fait référence à cette cérémonie mortuaire précisément parce qu'il considère que la discussion au cours de cette conférence sur la meilleure manière de « problématiser l'histoire et d'analyser l'influence déterminante des acteurs (agency) s'est réduite à ce rituel.
14. Idem., p. 6.
15. Idem., p. 7.
16. Voir à ce sujet l'ouvrage de Mahmood Mamdani, *Citizen and Subject. Contemporary Africa and the Legacy of late Colonialism*. Princeton, Princeton University Press, 1996.
17. Archie Mafeje, op. cit., p. 7.

18. Idem., p. 17.
19. Idem., op cit., p. 7.
20. Idem., p. 8.
21. Idem., p. 17.
22. F. Guery, « Nietzsche : l'histoire naturelle de la faute ». *Magazine Littéraire*, 367, Juillet-Août 1998.
23. Bernard Lepetit (sous la direction), *Les Formes de l'expérience. Une autre histoire sociale*. Paris, Albin Michel, 1995, p. 13.
24. Dipesh Chakrabarty, « Postcoloniality and the Artifice of History ? Who speaks for the Indian Past ? », *Representations*, 37, 1992, pp. 1-25.
25. V.Y. Mudimbe, *The Invention of Africa*. Bloomington, Indiana University Press, 1988.
26. Voir à ce sujet, G. Stedman Jones, *Languages of Class*. Cambridge. Cambridge University Press, 1983, F. M. L. Thompson (ed.), *The Cambridge Social History of Britain, 1750-1950*. Cambridge. Cambridge University Press, 3 vol., 1990 et J. Dunn, *Political Obligation and Its Historical Context*. Cambridge. Cambridge University Press, 1990.
27. T. J. McDonald, *The Historic Turn in the Human Sciences*. Ann Arbor, The University of Michigan Press, 1996.
28. G. Stedman Jones, « Sur l'histoire sociale », *Annales, Histoire, sciences sociales*, mars-avril 1998, 2, pp.383-394, p. 391-92.
29. Arlette Farge, *Vivre dans la rue à Paris au XVIIIème siècle*. Paris, Gallimard, 1992, pp. 9-10.
30. Catherine Coquery-Vidrovitch, « Présence Africaine : History and Historians of Africa », V. Y. Mudimbe (ed.), *The Surreptitious Speech. Présence Africaine and the Politics of Otherness, 1947-1987*. Chicago, The University of Chicago Press, 1992, pp. 59-94. Ce travail qui recouvre la période de départ à 1988 mériterait d'être continué et élargi aux autres revues historiques et de sciences sociales, notamment, *The Journal of African History, Africa Zamani, The Journal of Southern African Studies...* et aux différents travaux ( mémoires et thèses) des départements d'histoire des universités africaines
31. On retrouvera une excellente restitution de la voix des ancêtres (*The Voices of the Ancestors*) dans Mildred A. Hill-Lubin, « A Voice in the Wilderness, a Record of Black Kinship », V. Y. Mudimbe (ed), op. cit., pp. 157- 170.
32. H. Rousso, *La Hantise Passé. Entretien avec P. Petit*. Paris, Editions Textuel, 1998, p. 36.
33. M. Godelier, op. cit. p. 83.
34. Romila Thapar, « La Quête d'une tradition historique. L'Inde ancienne », *Annales, Histoire, Sciences sociales*, 2, Mars-Avril 1998, p. 347 et son ouvrage *Time as a Metaphor of History : Early India*. Delhi, Oxford University Press, 1996.
35. Idem., op. cit., p. 347. Les thèses de Thapar sur l'Inde s'appliquent sans réserve à l'Afrique. Pour vérification, on pourrait se reporter à J. Ki-Zerbo, « Histoire et conscience nègre », *Présence Africaine*, 16, 1957, pp. 53-69, p. 54.
36. R. Chartier et G. Noiriel, entretien cité, p. VII.
37. Idem., p. VI.
38. J. Ki-Zerbo, op. cit., p. 67.

39. H. Sutherland, « Professional Paradigms, Politics and Popular Practice : Reflections on « Indonesian National History » in Sri Kuhnt-Saptodewo, Volker Grabowsky and Martin Grobheim (eds), *Nationalism and Cultural Revival in Southeast Asia : Perspectives from the Centre and the Region*. Harrassowitz Verlag, Wiesbaden, 1997 (83-98) p.84.
40. D.W Cohen, op. cit.
41. V. Y Mudimbe, *The Invention of Africa. Gnosis, Philosophy and the Order of Knowledge*. Bloomington, Indiana University Press, 1988.
42. Dans le débat politique ivoirien et la recherche de la définition de l'autochtonie ivoirienne, « l'ivoirité », le chef du parti au pouvoir, le ministre Laurent Dona Fologo ne s'est-il pas écrié que le Sahel est la frontière historique de l'islam (et la forêt probablement le lieu de prédilection de l'animisme et plus sûrement du christianisme).
43. Il se pourrait pourtant que les travaux de traductions et de commentaires historiques des « bibliothèques islamiques » du Sahel et du croissant musulman de l'Atlantique à la Corne de l'Afrique, des rivages swahili et en Afrique australe menées par J. Hunwick (Etats Unis), des équipes, du CNRS (autour de Jean Schmitz J. L. Triaud, France), de SOAS (autour de Luis Brenner, Grande Bretagne) de Dakar (autour des départements d'arabe avec Rawane MBaye et de philosophie avec Souleymane Bachir Diagne de l'Université C. Anta Diop de Dakar), de Saint Louis (avec Ousmane Kane de l'Université Gaston Berger, Sénégal), du Nordic Africa Institute (autour de Eva Evers Rosander...ne démontrent que la puissance attribuée à la bibliothèque coloniale a été faite faute de connaissances sur les bibliothèques rivales.
44. Voir à ce sujet, Mohamed Haron, « The Muslim News (1960-1986) : Expression of an Islamic Identity in South Africa », L. Brenner (ed.), *Muslim Identity and Social Change in Sub-Saharan Africa*. Bloomington, Indiana University Press, 1993, pp. 210-225 ; Justo Lacunza Balda, « The Role of Kiswahili in East African Islam », L. Brenner (ed.), op. cit., pp. 226-238 et David C. Sperling, « Rural Madrasas of the Southern Kenya Coast », L. Brenner (ed.), op. cit., pp.198-209.
45. Sur ce thème, voir Jean Pierre Chrétien, *Burundi, l'histoire retrouvée : 25 ans de métier d'historien en Afrique*. Paris, Karthala, 1993, en particulier la troisième partie, les chapitres 12 à 16, pp. 313-413.
46. Théophile Obenga, « L'Afrique dans l'antiquité », *Présence Africaine*, 71, 1969, pp. 73-84, p. 84.
47. Marcel Benabou, *La Résistance Africaine à la romanisation*. Paris, Maspéro, 1976 et V. Y Mudimbe, *The Idea of Africa*. Bloomington, Indiana University Press et London, James Currey, 1994, notamment les chapitres, I. « Symbols and the Interpretation of the African Past », II. « Which Idea of Africa » et III. « The Power of Greek Paradigm ».
48. Pour reprendre le titre du livre de François Hartog, *Le Miroir d'Hérodote. Essai sur la représentation de l'autre*. Paris, Gallimard, 1991 (nouvelle édition). Sur ce thème de la Grèce et de l'Afrique, voir le père E. Mveng, *Les Sources grecques de l'histoire négro-africaine depuis Homère jusqu'à Strabon*. Paris, Présence Africaine, 1972 et A. Bourgeois, *La Grèce Antique devant la négritude*. Paris, Présence Africaine, 1971.
49. C'est le cas de V. Y. Mudimbe.

50. L'Ecole de Dar es Salaam.
51. Voir à ce sujet l'ensemble de l'œuvre de Samir Amin.
52. Voir à ce sujet Ade. Ajayi, « The Continuity of African Institutions Under Colonialism », T. O. Ranger (ed.), *Emerging Themes of African History*. Nairobi, East African Publishing House, 1968, p. 189-200 et « Colonialism an Episode in African History », P. Duignan & L. H. Gann (eds.), *Colonialism in Africa*. Vol.1. Cambridge, Cambridge University Press, 1969, pp. 497-509.
53. C. Anta Diop, *L'Unité Culturelle de l'Afrique Noire*. Paris, Présence Africaine, 1959 et *Civilisation ou Barbarie. Anthropologie sans complaisance*. Paris, Présence Africaine. 1981.
54. « L'Egypte a civilisé le monde » selon C. A. Diop, *Nations nègres et Cultures*. Paris, Présence Africaine, 1957, p. 19.
55. Voir à ce sujet la postface à la nouvelle édition de sa thèse, *Le Royaume du Waalo. Le Sénégal avant la conquête*. Paris, Karthala, 1985 et *La Sénégambie du XV au XIX<sup>ème</sup> siècle*. Paris, L'Harmattan, 1988.
56. Voir en particulier la préface à la première édition de la thèse de Boubacar Barry, *Le Royaume du Waalo. Le Sénégal avant la conquête*. Paris, Maspéro, 1972.
57. Abdoulaye Ly, *La Compagnie du Sénégal*. Paris Karthala, 1993 (2<sup>ème</sup> édition), notamment la postface.
58. Cette section est largement reprise de mon introduction à la collection de travaux du Groupe d'Etudes Subalternes, à paraître, en langue française aux éditions Karthala, dans une nouvelle collection « Histoires du Sud » dirigée par Mamadou Diouf et Peter Geschiere.
59. Cheikh Anta Diop, *Antériorité des Civilisations Africaines, Mythes ou Vérité historique*. Paris, Présence Africaine, 1967 et *Civilisation ou Barbarie. Anthropologie sans complaisance*. Paris, Présence Africaine, 1981.
60. C.A. Diop, *Nations Nègres et Cultures. De l'Antiquité nègre égyptienne aux problèmes culturels de l'Afrique noire d'aujourd'hui*. Paris, Présence Africaine, 1955.
61. C. A. Diop, *Les Fondements économiques et culturels d'un Etat fédéral d'Afrique Noire*. Paris, Présence Africaine, 1960.
62. C. A. Diop, *L'Unité Culturelle de l'Afrique Noire. Domaines du patriarcat et du matriarcat dans l'Antiquité classique*. Paris, Présence Africaine, 1959.
63. C. A. Diop, *Civilisation ou Barbarie ? Anthropologie sans complaisance*. Paris, Présence Africaine, 1981.
64. Le sous-titre de *Nations nègres*, *op. cit.*
65. Aimé Césaire, *Cahier d'un retour au pays natal*. Paris, Présence Africaine, 1956.
66. Voir à ce sujet le débat entre Charles Taylor, « Modes of Civil Society », *Public Culture* (Fall) 3, n° 1, 1990 (95-118) et Partha Chatterjee, « A Response to Taylor's 'Modes of Civil Society' », *Public Culture* (Fall) 3, n° 1, 1990 (119-132).
67. Voir à ce sujet, Ajay Skaria, « Some Aporias of History. Time, Truth and Play in Western India ». Paper prepared for the Yale Program in Agrarian Studies. January 1998 et D. W. Cohen, *The Combing of History*. Chicago, Chicago University Press, 1994.
68. Gyanendra Pandey affirme que trois critiques ont été émises à l'endroit du Groupe d'Etude des Subalternes, anti-nationaliste (*anti-nationalist*), non marxiste (*non marxist*) et non historique (*not history*), « From A Critique of Nationalism to a Cri-

- tique of History ». Paper presented at the University of Cape Town Centre for African Studies : Problematizing History and Agency, From Nationalism to Subalternity. Cape Town, 22-24 Octobre 1997, p.5.
69. Gyan Prakash, « Writing Post-Orientalist Histories of the Third World. Perspectives from Indian Historiographies », *Comparative Studies in History and Society*, Vol. 32, N° 3, 1990, p. 388.
  70. C-F Chassebeuf Volney, *Voyage en Egypte et en Syrie* (1787). Paris-La Haye, Mouton, 1959 et *Les Ruines ou Méditations sur les révolutions des empires*. Paris, Desenne, 1791.
  71. C'est « la colonisation-chosification » dont parle Aimé Césaire dans le *Discours sur le colonialisme*. Paris, Présence Africaine, 1955.
  72. Sur les savoirs coloniaux, on se reportera à E. Said et à son livre classique, *Orientalism*. New York, Pantheon Books, 1978 et pour l'Afrique à V.Y. Mudimbe, *The Invention of Africa*. Bloomington, Indiana University Press, 1988 et Abdoulaye Bathily, « Aux Origines de l'Africanisme. Le rôle de l'œuvre ethno-historique de Faidherbe dans la conquête française du Sénégal », *Cahiers de Jussieu* n°2, « Le Mal de voir ». Paris, Christian Bougeois, 10/18, 1976, pp. 77-105.
  73. Les égyptologues africains sont toujours accusés de n'avoir atteint qu'une maîtrise partielle des langues anciennes y compris l'égyptienne, de ne pas avoir pratiqué l'archéologie et quelquefois de n'avoir jamais été en Egypte.
  74. K. Nkrumah, « De l'histoire culturelle du Ghana », *Présence Africaine*, 1962, p. 12.
  75. Paul Veyne, op. cit, p. 22.
  76. Voir par exemple le travail de Zakari Dramani-Issoufou, *L'Afrique Noire dans les relations internationales au XVI<sup>ème</sup> siècle*. Paris, Karthala, 1982.
  77. Voir à ce sujet le chapitre « Une problématique mystificatrice : 'Combien le Congo a-t-il coûté à la Belgique?' », notamment les pages 71 à 77 de l'ouvrage de Jacques Depelchin, *De l'Etat indépendant du Congo au Zaïre contemporain (1885-1974)*. Pour une démystification de l'histoire économique et politique. Dakar, Codesria, 1992.
  78. Joseph E. Inikori, « Ideology Versus the Tyranny of Paradigm : Historians and the Impact of the Atlantic Slave Trade on African Societies », *African Economic History*, 22, 1994, pp. 37-58.
  79. Paul Lovejoy, « The Impact of the Atlantic Slave Trade on Africa : A Review of the Literature », *Journal of African History*, 30, 1989, pp. 365-394.
  80. Walter Rodney, *How Europe Underdeveloped Africa*. London, Bogle-L'Ouverture, 1972.
  81. Boubacar Barry, op. cit. Dans son second ouvrage, *La Sénégambie*, il fait le point sur cette polémique.
  82. Voir à ce sujet toutes les polémiques autour du rôle des historiens dans le procès de Maurice Papon et des fonctionnaires du régime de Vichy, des controverses très bien restituées dans le livre d'entretien de H. Rouso, op. cit.
  83. A. G. Hopkins, « Economic Imperialism in West Africa : Lagos, 1880-92 », *Economic History Review*, 21, 1968, pp. 580-600 et la réponse aux critiques de Ajayi et Austen, « Rejoinder to J.F. A. Ajayi and R. A. Austen », *Economic History Review*, 25, 1972, pp. 307-312.
  84. J.F. A. Ajayi et R. A. Austen, « Hopkins on Economic Imperialism in West Africa », *Economic History Review*, 25, 1972, 303-306.

85. Op. cit.
86. Voir le numéro spécial de la *Revue Canadienne d'Etudes Africaines* sur « Modes de production : The Challenge of Africa », Vol. 19, 1, 1985 dans lequel ne figure aucun africain.
87. Voir à ce sujet son autobiographie. Cette orientation est beaucoup plus présente dans l'historiographie francophone. La littérature francophone de la première génération d'écrivains francophones témoignent de ce même processus de détribalisation sous la pression coloniale. Le titre du livre de Chinua Achebe, *Le Monde s'effondre*. Paris. Présence Africaine. 1975, en est une illustration.
88. Sur les recherches et controverses sur l'histoire économique de l'Afrique durant la période coloniale, voir l'excellent article de Frederick Cooper, publié en 1981 pour la première fois et republié augmenté d'une postface, « Africa and the World Economy », F. Cooper, A. Isaacman, F. E. Mallon & S. J. Stern (eds.), *Confronting Historical Paradigms. Peasants, Labor, and the Capitalist World System in Africa and Latin America*. Madison, The University of Wisconsin Press, 1993, pp. 84-201.
89. C'est le titre d'un ouvrage sous sa direction, *La Nette des Autres*. Dakar, Codesria, 1993.
90. J. F. A. Ayaji, 1968 et 1969 ; voir aussi *Dike*, (1953).
91. T. O. Ranger, op. cit., p. XXI.
92. Oxford, Oxford University Press, 1956.
93. Abdoulaye Ly, *La Compagnie du Sénégal*. Paris, Présence Africaine, 1958.
94. L. Shinnie et B. Jewsiewicki leur reprochent cette tournure désuète dans un article assez violent, « The Unesco Projet : l'histoire monument ou l'histoire conscience », *Revue Canadienne d'Etudes Africaines*, Vol. 15, 3, 1981, pp. 539-553.
95. Premier président de la république ivoirienne, membre fondateur du Rassemblement Démocratique Africain (RDA), député à l'Assemblée nationale Française à partir de 1946 et ministre dans différents gouvernements français, après la seconde guerre mondiale.
96. F. Cooper & A. L. Stoler (eds), *Tensions of Empire. Colonial Culture in a Bourgeois World*. Berkeley, University of California Press, 1997. p. 33-34.
97. C'est le titre d'un ouvrage sous la direction de J. Boutier et Dominique Julia, *Passés Recomposés. Champs et Chantiers de l'histoire*. Paris, Autrement, n° 150-151, 1995.
98. J. P. Chrétien et G. Prunier (sous la direction), *Les Ethnies ont une histoire*. Paris, Karthala, 1989.
99. D. Chakrabarty, op. cit.
100. G. Stedman Jones, op. cit., 1998, p. 386.
101. Idem, p. 387.
102. Voir C. Anta Diop, *L'Unité Culturelle de l'Afrique. Domaines du Patriarcat et du matriarcat dans l'Antiquité classique*. Op. cit.

Mamadou Diouf  
 CODESRIA  
 Université Cheikh Anta Diop  
 Dakar  
 Sénégal